Deuxième Circonscription (TARBES-Ouest-LOURDES)

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Electrices, Electeurs,

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Le chômage s'étend en France et atteint dans notre département certaines industries.

A la production les prix agricoles tombent. Le petit commerce est en difficulté.

Le Parti Communiste Français, qui n'a aucune responsabilité dans la politique menée ces onze dernières années vous propose ses solutions.

1°) FAIRE FACE A LA CRISE EN RELEVANT LE POUVOIR D'ACHAT DES MASSES LABORIEUSES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales.

— Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire.

— Création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat.

— Aide aux petits et moyens paysans, à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles capitalistes.

2° PAIX EN ALGERIE PAR LA NEGOCIATION avec ceux contre qui on se bat et établissement avec l'Algérie et avec tous les peuples coloniaux y compris la Guinée, de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels. La poursuite de la guerre engendre la misère, engloutit des milliards, elle a permis l'assaut contre la République. Nombreux sont nos jeunes qui y trouvent la mort, notre département compte plusieurs dizaines de victimes. Le Parti Communiste lutte depuis 4 ans pour la négociation qui, seule, peut permettre d'aboutir à une solution conforme à notre intérêt national.

3° POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coexistence pacifique de tous les peuples sans exclusive.

— L'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements. Cette politique de Paix contribuerait aussi à améliorer notre situation économique. Les Usines Alsthom travaillent sur des commandes de l'Union Soviétique; de larges débouchés seraient ainsi possibles.

4° LA REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre permettrait de donner à l'industrie, à l'agriculture, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française.

— Les logements à prix accessibles.

— La garantie de la santé physique et morale des familles et de l'enfance pourrait ainsi être obtenue.

— Les quartiers insalubres, tel celui du Martinet à Tarbes, pourraient faire place à des logements sains mis à la disposition des travailleurs. Dans les autres villes du département, comme à la campagne, le taudis pourrait progressivement disparaître.

5° GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement.

— La création d'emplois.

— Des équipements sportifs.

— L'aide aux jeunes ménages.

— La réfection de nombreuses écoles, vétustes ou trop petites.

— La création de postes d'enseignement sont indispensables à notre département. Pour 1.000 postes à créer en France, 30 sont nécessaires aux Hautes-Pyrénées, mais Pinay s'y refuse.

— Il faut également obtenir la décentralisation des Cours Complémentaires, notamment à Tarbes.

— La création de ces Cours dans tous les chef-lieux de cantons.

— La construction de l'Ecole Normale Mixte décidée, mais qui tarde à se réaliser, et celle de l'Externat du Lycée Classique et Technique des Jeunes Filles.

— Pour la formation professionnelle d'urgents problèmes doivent être réglés.

— Les Ecoles d'Apprentissage ferment leurs portes : Morane, depuis Septembre; Alsthom, incessamment; l'Arsenal et la S. N. C. F. réduisent le nombre d'apprentis et ne garantissent pas l'embauche

à la sortie. Pour les jeunes filles, la situation est encore plus grave.

— Le Centre d'Apprentissage de Sixte-Vignon refuse des centaines de candidats. Ainsi, les jeunes sortant des Ecoles Primaires se trouvent dans une situation sans issue. La garantie de l'avenir de notre jeunesse est un problème du plus grand intérêt national.

— Agrandir le Centre Sixte-Vignon.

— Créer des centres d'apprentissages dans les grands centres, dont Tarbes et Lourdes est une impérieuse nécessité.

Depuis des années, ceux qui ont assuré le pouvoir, les députés du département, parlent de la Jeunesse et de leur désir de lui ouvrir un avenir. Ce qu'il faut là aussi, ce sont des actes.

Les aménagements sportifs sont aussi nécessaires pour aider au développement physique des jeunes.

A Tarbes, hormis les projets, il n'existe pas de terrains de sports, et une décision récente du Ministère vient de notifier le refus d'une subvention promise de 77 millions pour la création du Parc des Sports. Nouvelle preuve dans les faits du divorce entre les promesses et les actes.

Le Parti Communiste Français défendra avec les masses populaires une politique qui règlera ce grave problème de l'avenir de notre jeunesse.

6° RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET RESTAURATION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE.

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, libertés d'opinions, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunions.

— par le contrôle du peuple sur les élus.

— par une large autonomie communale et départementale.

Sans une véritable démocratie, il ne peut y avoir de grandeur française.

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux intérêts du peuple et de la Nation, la présence à l'Assemblée d'un Groupe Communiste puissant est nécessaire.

Le mode actuel de scrutin a été choisi pour écarter le plus grand nombre possible de communistes du Parlement; car la réaction sait que la seule opposition valable est celle des communistes.

Vous ne pouvez faire confiance aux hommes de la réaction tels MM. Jacques Fourcade, Catherineau et Cazenave, qui sont les représentants de la politique des gros patrons, de la guerre à outrance en Algérie et de la liquidation des libertés populaires.

Quant aux dirigeants socialistes et radicaux, depuis 10 ans, ils font la politique de la réaction soit au gouvernement, soit dans la majorité de l'Assemblée.

Ils ont rendu possible l'instauration du pouvoir personnel et le vote d'une Constitution autoritaire. C'est avec elle qu'ils siègent au Gouvernement entre Soustelle et Pinay.

Dirigeants Socialistes et Radicaux se présentent en adversaires de la réaction pour tromper les électeurs. Leurs actes mêmes dénoncent cette nouvelle duperie.

Ce jeu, le candidat socialiste Marcel Billières et le candidat radical Pierre Mailhe, s'efforcent de le mener dans le département.

Comme leurs dirigeants nationaux, ils sont dans le département, les alliés de la réaction. Elle leur donne les Mairies, passe les accords lors des élections dans les cantonales et fait d'eux leur prisonnier.

Seul le Parti Communiste Français s'est affirmé dans les actes comme la force organisée, courageuse et résolue à défendre la République, les revendications des masses laborieuses, la Paix.

Comme en 1936, comme au lendemain de la libération, l'expérience prouve que la présence de nombreux députés communistes facilite aux ouvriers, aux paysans et à tous les travailleurs l'obtention de leurs revendications.

C'est pourquoi la présence d'un fort groupe parlementaire communiste est nécessaire. Ce groupe doit s'appuyer pour lui donner une grande autorité, sur une masse puissante d'électeurs.

VOUS LUI DONNEREZ CETTE FORCE !

— POUR L'AVENIR DE LA REPUBLIQUE,

— POUR L'AVENIR DE LA FRANCE,

Votez et faites voter pour le Candidat du Parti Communiste Français

Paul CHASTELLAIN

Ajusteur, Conseiller Municipal de Tarbes,
Ancien Adjoint au Maire de Tarbes,
Ancien Dirigeant des Organisations de Résistance F. T. P.,
Décoré de la Croix de Guerre 39-45,
Secrétaire Fédéral.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Augustin BIRAN

Agriculteur, Conseiller Municipal de Pouyastruc,
Ancien Secrétaire Départemental des Comités de Défense et d'Action Paysanne.

Vu le Candidat,

IMP. RODRIGUEZ - TARBES